

Conseil national du PCF – 7 novembre 2020

Rapport de Fabien Roussel, secrétaire national

Cher·e·s camarades,

Nous vivons un moment qui nous confronte à des défis d'immense ampleur.

L'un des objets de ce conseil national est de permettre à notre parti d'en mesurer pleinement les enjeux.

La pandémie de Covid-19 s'abat sur de très nombreux pays avec une seconde vague de contaminations entraînant un très grand nombre de malades graves et de morts.

Dans le même temps, elle ouvre en grand une crise économique et sociale que les travailleurs et les peuples paient, et vont payer encore davantage, au prix fort si nous ne parvenons pas à obtenir des avancées.

La gestion de la crise sanitaire dans notre pays est catastrophique, conduite essentiellement par des logiques libérales et un président qui décide seul, instaurant un régime autoritaire. Nos services publics, qui devraient être en capacité de garantir des droits pour chacun dans une telle crise sont, au contraire, réduits à peau de chagrin.

Un tel contexte favorise l'obscurcissement des consciences et la recherche de solutions réactionnaires. Il provoque des polarisations politiques et idéologiques à droite, voire à l'extrême droite, on le voit aux États-Unis où la probable défaite de Trump ne saurait occulter les phénomènes que vient de révéler l'élection présidentielle.

Plus que jamais, il y a besoin d'un horizon d'espoir, d'un projet de rupture avec le grand désordre capitaliste.

C'est là qu'un parti comme le nôtre, porteur de la perspective du communisme, a un rôle irremplaçable à jouer en ce moment.

Sa parole et ses propositions fortes sont décisives pour combattre les tentations de la résignation, du découragement et du repli sur soi.

Il est, à la fois, le parti de la responsabilité, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts matériels et moraux des classes travailleuses et populaires, par exemple face à la crise sanitaire ou à la crise sociale, et le parti qui propose une autre voie, un autre mode de développement pour faire face à l'épreuve.

D'une certaine manière, tout cela dessine la toile de fond de notre 39^e Congrès et la place que nous pourrions occuper lors des échéances électorales à venir.

Nous en débattons cet après-midi. Ce matin, je voudrais me concentrer sur les grands traits de la situation mondiale et nationale, afin d'ouvrir la réflexion entre nous sur notre positionnement et nos initiatives.

Je commencerai, naturellement, par dire quelques mots de l'élection présidentielle américaine.

A l'heure où je prononce ces mots et malgré la tentative de coup de force, pour ne pas dire de coup d'État institutionnel de Donald Trump, Joe Biden doit pouvoir revendiquer la victoire à l'élection présidentielle du 3 novembre.

Le temps viendra des analyses fines permettant de bien comprendre les dynamiques qui ont traversé cette élection et d'en tirer les enseignements sur l'état des rapports de force politiques et idéologiques, et des leviers sur lesquels pourront s'appuyer les forces progressistes pour changer profondément la société américaine.

Toutes les questions demeurent dans un pays où la bourgeoisie, les forces de l'argent verrouillent le système institutionnel, avec un bipartisme visant à préserver les intérêts essentiels des banques, des marchés financiers et du complexe militaro-industriel.

Et la victoire plus étriquée que prévue de Joe Biden dans nombre d'États, autant que le nombre croissant de suffrages obtenus par Trump, soulignent les limites du programme du Parti démocrate.

Nous pouvons d'ores et déjà saluer et féliciter ces députés de gauche, socialistes, marxistes pour certains, issus de l'équipe de Bernie Sanders, qui ont été élus ou réélus.

Elles et ils sont issus de la classe ouvrière, de familles modestes, du mouvement féministe et/ou antiraciste, à l'image de l'équipe d'Alexandria Ocasio-Cortez et de ses collègues élu·e·s haut la main. C'est à elle que Trump avait dit : « rentrez chez vous ! ».

28 des 37 candidats des Socialistes démocrates d'Amérique ont été élus, dont la marxiste Julia Salazar, sénatrice de l'État de New-York. Ce sont eux qui se battent pour l'augmentation des salaires et la hausse du salaire minimum à 15 \$ de l'heure, pour l'encadrement des loyers, pour un autre Green New Deal et pour l'accès à une assurance-maladie universelle.

Leurs bons résultats et leur élection est un signe d'espoir pour tous les mouvements populaires qui se battent pour les droits sociaux, pour le climat et pour la paix.

La paix, justement, est un enjeu majeur alors que les guerres et les tensions internationales restent importantes.

Alors que l'Onu lançait sa semaine du désarmement dans le monde, du 24 au 30 octobre, les conflits n'ont jamais cessé. La pandémie, les millions de morts du coronavirus dans le monde auraient pu pousser les belligérants, des pays à poser les armes, à cesser le feu, à stopper le commerce des armes. Il n'en n'est rien.

Qu'il s'agisse de la situation à Gaza, régulièrement bombardée par l'aviation israélienne, des tentations impérialistes de la Turquie face à la Grèce ou encore de la situation au Haut-Karabagh.

Ailleurs, des peuples ont réussi à imposer d'autres choix. C'est le cas en Amérique latine où le peuple chilien, à une écrasante majorité, plus de 78 %, s'est débarrassé de la constitution imposée par la dictature de Pinochet.

Il aura fallu plus de trente ans, une mobilisation sociale sans précédent, avec au premier rang les jeunes générations et les femmes, pour que les conditions soient créées d'une nouvelle constitution dans le pays. Une nouvelle bataille s'engage pour ne pas laisser à la prétendue « élite » la charge de rédiger la nouvelle constitution. La majorité démocratique, progressiste,

transformatrice doit pouvoir, comme les urnes viennent de le confirmer, rédiger le nouveau texte constitutionnel.

En Bolivie, c'est le retour de la démocratie, avec la victoire éclatante du MAS en Bolivie. C'est aussi la résistance de Cuba et du Venezuela face aux criminels blocus et actions terroristes. C'est ainsi l'Amérique latine qui s'inscrit, à nouveau, dans la voie de la transformation progressiste.

De quoi donner confiance, encouragements, à toutes celles et ceux qui à travers le monde résistent au rouleau compresseur des politiques libérales et de l'impérialisme.

Je veux saluer aussi le grand mouvement féministe qui a déferlé sur la Pologne contre la politique du gouvernement d'extrême droite.

Après l'élimination du droit à la contraception d'urgence, le recul de l'éducation sexuelle dans les écoles et de la lutte contre les violences faites aux femmes, la décision du tribunal constitutionnel rendant quasi illégal l'avortement a été la régression de trop. Avec la mobilisation de centaines de milliers de femmes ces dernières semaines, un mouvement social de grande ampleur, le plus important de la période, est en train peu à peu de mettre en très grande difficulté le pouvoir. Il faut saluer le courage de ces femmes face à un gouvernement réactionnaire, nationaliste et clérical, face aux milices d'extrême droite qui s'en prennent violemment aux manifestantes. Le PCF est à leurs côtés dans ce combat et le sera jusqu'à ce que leur droit inaliénable à disposer de leur corps soit garanti, jusqu'à la victoire.

Et en France, j'appelle tous les communistes à se mobiliser à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, lors des deux temps forts de cette année, le 21 novembre à l'initiative de « Nous toutes » et, bien sûr le 25, à manifester lorsque cela sera possible, à s'adresser à la jeunesse en diffusant le violentomètre, à interpeller les parlementaires ainsi que les préfetures sur la prise en charge des femmes victimes de violences comme le propose la commission nationale Droits des femmes du parti.

*

L'actualité est aussi nationale. Elle a été marquée ces dernières semaines par l'accumulation d'événements dont nous devons analyser la portée.

Notre pays, depuis notre dernier CN, a subi une vague d'agressions terroristes, plus ignobles les unes que les autres, contre des salariés de l'agence Premières lignes devant les anciens locaux de *Charlie hebdo*, contre le professeur Samuel Paty et contre trois fidèles catholiques, à Nice.

Commis par des terroristes islamistes, ces crimes ont provoqué l'effroi et le dégoût. En s'en prenant à la presse, au monde enseignant, aux croyants, le terrorisme islamiste révèle son projet de semer la terreur et diviser notre pays.

C'est pourquoi, notre réponse doit appeler à l'unité du peuple, à la tolérance et à faire triompher une République sociale et démocratique.

Car chacune de ces attaques a aussi fait l'objet d'une surenchère guerrière, politique, parfois un déchaînement de violence, par les mots et même par les armes, des courants identitaires, racistes et fascistes.

C'est le message que j'ai porté à travers la vidéo que nous avons publiée cette semaine.

Les auteurs de ces crimes, comme ceux qui cherchent à attiser la haine, théorisent et espèrent une guerre des religions, une guerre des civilisations qui peut conduire notre pays à la guerre civile.

Nous ne pouvons pas sous-estimer la gravité de la situation.

Nous ne pouvons pas sous-estimer la menace islamiste qui existe en France comme nous ne pouvons pas sous-estimer la manière dont la droite et l'extrême droite utilisent cette menace pour gagner le pouvoir, au risque de faire basculer le pays dans un cycle de haine et de violences.

Notre parti, face à de telles menaces, doit prendre toutes ses responsabilités. Et montrer à nos concitoyens que nous sommes prêts à prendre toute notre part pour, d'un côté, faire reculer la montée de l'islamisme en France tout en faisant respecter l'État de droit, organiser la reconquête de la République, en actes et non en paroles, donc par la justice sociale, la démocratie, la liberté, l'égalité, la fraternité, la paix et la coopération internationale.

Nous devons approfondir le débat au sein du parti, autour de nous tant un climat délétère est en train de s'installer en France, véhiculant sur les réseaux sociaux, et dans les consciences les pires idées, y compris chez nous.

Il est important de refuser tout amalgame entre, d'un côté, l'immense majorité des musulmans qui pratiquent l'islam dans le respect des lois de la République et, de l'autre, les prêcheurs de haine, les islamistes qui veulent imposer leurs lois, leurs règles dans notre pays.

Il est important de rappeler que les musulmans dans le monde sont les premiers à subir et à mourir des attentats islamistes.

Important aussi de distinguer les différences entre religion et jihadisme ou origine et nationalité quand tout est fait pour assimiler le terrorisme à l'islam et à l'immigration.

Important enfin, comme nous l'avons porté dans notre déclaration, d'assécher le terreau auquel s'alimente le terrorisme.

Et au cœur de la réponse à apporter, au cœur de la République sociale et démocratique à restaurer, il y a l'école.

L'école publique, visée par l'assassin de Samuel Paty, affaiblie encore davantage par l'exécutif dans la crise sanitaire, qui doit faire l'objet d'une mobilisation à la hauteur du rôle qu'elle tient dans notre projet d'émancipation.

Nous aurons d'ailleurs une nouvelle rencontre avec les syndicats, ce lundi. Nous avons beaucoup échangé entre nous ces 3 dernières semaines.

L'hommage à Samuel Paty, l'engagement de nos enseignants qui tiennent la République debout et leur courage dans la situation sanitaire méritent mieux que les saillies « contre l'islamo-gauchisme » et les petits calculs libéraux du ministre Blanquer.

Je veux saluer les enseignants et les lycéens mobilisés ces derniers jours qui ont commencé à faire reculer le gouvernement en rendant incontournable la question du protocole sanitaire dans les lycées.

Cela fait des semaines que nous demandons d'ailleurs un dédoublement des classes dans les lycées et les collèges parmi les mesures à mettre en œuvre, comme l'ont demandé nos parlementaires.

Il faut maintenant aller au bout de cette bataille pour obtenir des moyens humains, matériels et financiers, à la hauteur de l'enjeu. Toutes les propositions que nous avons portées lors du premier confinement sont d'une grande actualité. Avec le réseau École, avec le MJCF qui s'est immédiatement engagé dans le mouvement actuel, agissons avec les élèves et les personnels pour obtenir les avancées que nous réclamons depuis des mois. Engageons les États généraux de l'éducation dont le pays a besoin pour construire une école émancipatrice pour toutes et tous, une école pour celles et ceux qui n'ont que l'école pour réussir et qui aspirent à maîtriser leur avenir.

Nous aurons aussi à formuler des propositions lors de la présentation, le 9 décembre prochain, du projet de loi dit de « renforcement de la laïcité et des principes républicains ».

Nous avons eu un premier échange avec le ministre de l'Intérieur, les présidents de nos deux groupes, Pierre Dharréville, Stéphane Peu, Christian Picquet et moi-même. Et si nous pouvons être d'accord sur quelques aspects, notamment la nécessaire transparence sur le financement des associations cultuelles, nous aurons aussi des désaccords avec le gouvernement sur le rôle de l'État et son implication dans l'organisation du culte.

Dans un tel climat, il est nécessaire d'affirmer un double objectif : celui de combattre l'intégrisme et toutes les formes de fascisme, et affronter les offensives qui cherchent à profiter du contexte pour encourager les stigmatisations racistes ou religieuses, s'attaquer à ce qui fait le vivre ensemble dans notre société.

Dès que nous aurons le texte, nous aurons un temps de travail sur ce sujet pour faire nos propres commentaires et propositions.

De même, les questions de sécurité revenant sur le devant de la scène, notre parti formulera des propositions d'ici quelques semaines sur ce thème. J'avais appelé à y travailler, lors de l'Université d'été, afin que notre parti formule sa vision de l'accès au droit la sécurité et à la tranquillité dans notre pays. Olivier Dartigolles, missionné sur ce sujet, anime un groupe de travail et nous présentera prochainement ses travaux.

Le gouvernement cherche à donner un sentiment de sécurité à nos concitoyens quand l'insécurité est quant à elle bien réelle. Et elle ne reculera pas par des opérations de communication du ministre de l'Intérieur qui vise une répression plus forte des actes de délinquance les moins graves pour faire du chiffre, sans s'attaquer aux trafics et aux réseaux.

Quant au projet de loi pour la sécurité globale, il ne permettra en rien d'améliorer la sécurité de nos concitoyens et comporte de nombreux dangers. Son objectif, c'est d'étendre le marché de la sécurité, de préparer un nouvel affaiblissement de la Police nationale en renforçant les pouvoirs des polices municipales et privées, et d'accroître la surveillance de masse. Tout cela au détriment de toute ambition de service public. Et plutôt que d'accepter un contrôle démocratique des forces de l'ordre, essentiel car elles disposent du monopole de la violence légitime, avec l'interdiction de les filmer, le gouvernement laisse le champ libre à la minorité d'agents qui commettent des violences policières.

*

J'en viens à la situation sanitaire.

La colère populaire franchit un palier supplémentaire avec la gestion catastrophique de la pandémie de Covid-19 par le pouvoir.

Il est important d'abord de rappeler que si notre pays de 66 millions d'habitants enregistre 37 435 morts de ce virus depuis le début de la pandémie, alors que l'Allemagne, pays de 88 millions d'habitants en compte 11 000, c'est bien parce que la stratégie sanitaire a été inefficace et que notre système de santé a été considérablement affaibli.

Nous sommes le 7^e pays au monde qui enregistre le plus de décès.

Oui, la responsabilité du gouvernement est énorme et il faut le rappeler et dire que la santé des Françaises et des Français est une chose trop sérieuse pour être laissée entre les seules mains de l'exécutif.

Malgré tous les efforts de nos soignants, leur engagement, leur conditions de travail dégradées, il y a eu beaucoup trop de morts dans notre pays.

Notamment à cause des 100 000 lits supprimés ces dernières années, à cause des services d'urgences et des hôpitaux de proximité fermés, à cause des milliers de médecins, infirmiers, aides-soignants non formés et de du refus d'embauches massives. Et ce gouvernement n'a pas été en reste avec 7 500 lits fermés en 2 ans. Il y a une capacité totale qui peut être portée à 10 000 lits de réanimation en France quand l'Allemagne en a 20 000.

Alors oui, aujourd'hui, c'est encore le feu dans nos hôpitaux avec le regain de l'épidémie.

Et comme nous ne pouvons pas augmenter davantage nos capacités de réanimation, et comme il faut aussi protéger nos concitoyens de ce virus qui se propage à grande vitesse avec l'arrivée des températures hivernales, il faut reconfiner le pays. Et le faire sérieusement, en partageant cette décision avec nos concitoyens car c'est une décision difficile.

Aussi, cette mesure moyenâgeuse qui aurait pu être évitée avec une stratégie sanitaire efficace est aujourd'hui devenue une mesure incontournable. Comme cela a pu être fait en mars, comme tous les pays l'ont fait lors de la 1^{re} vague.

Mais ce gouvernement a fait le choix d'un confinement très libéral ! C'est un confinement à la Trump, un confinement qui privilégie l'économie au détriment de la santé ! C'est un confinement qui est doux pour les entreprises du CAC 40, juteux même pour les Gafa, mais extrêmement dur pour les petits, pour les commerçants, comme pour les ouvriers, les enseignants, tous ceux qui sont exposés à la maladie.

Le confinement actuel risque donc d'être insuffisant.

Nous avons en ce moment, après une semaine de confinement, toujours plus de 50 000 contaminés par jour. Et 60 400, hier !

Dans 8 à 11 jours 1 % d'entre eux va développer la forme grave et ira en réanimation, soit 500 à 600 personnes par jour. Le taux d'occupation de ces services monte donc toujours dangereusement. On est passé de 57,5 % au 1^{er} jour du confinement à 85,4 % de taux d'occupation hier. Dans moins de 10 jours, ce sera 100 %.

On pourra toujours dire que c'est la faute à tous les gouvernements précédents qui ont abîmé l'hôpital public – et on le dira encore – mais cette réalité s'imposera à tous.

C'est pour cela que je trouve irresponsable de la part du ministre de la Santé de dire, jeudi soir, lors de sa conférence de presse : « Si les Français ne respectent pas le confinement, dans 8 jours la situation sera désespérée dans nos hôpitaux » !

Ce serait donc de notre faute ! C'est une culpabilisation insupportable de nos concitoyens.

Comment peut-il dire aux lycéens, aux collégiens et aux personnels de ces établissements que ce sera de leur faute s'ils attrapent ce virus quand ils sont obligés de s'entasser dans des couloirs, à la cantine, ou quand la moitié des personnels d'entretien sont malades et non remplacés ?

Comment peut-il faire porter la responsabilité aux ouvriers tels ceux de Toyota que j'ai rencontrés et qui sont 3 500 à travailler à Onnaing, à se croiser dans les vestiaires, à la cantine, avec leur pause de 20 minutes pour manger ? Un tiers des clusters se situe dans les entreprises.

Comment peut-il faire porter la responsabilité à toutes celles et ceux obligés d'aller travailler et de prendre le métro, le RER ou le TER et à s'entasser dans ces transports collectifs, comme si le virus n'y circulait pas ?

Lors de la première vague, le confinement strict de l'économie durant le mois de mars avait permis de faire baisser le taux de contamination de 77 % en 4 semaines ! Je crains fort que ce confinement très soft pour l'économie ne parvienne à ce résultat.

Les Français sont prêts à accepter des décisions difficiles pour leur santé si les consignes sont claires, cohérentes, les mêmes pour tous, et qu'elles ne changent pas tout le temps. Elles sont acceptées quand elles sont discutées ensemble et admises par tous, ce qui est l'opposé de ce gouvernement qui préfère diriger via un conseil de défense.

Oui, il faut limiter le travail aux activités économiques et culturelles indispensables, mettre en œuvre une sécurisation de l'emploi et de la formation, par des mises en formation massives et rémunérées à hauteur des salaires et décider d'embauches dans les secteurs vitaux.

Oui, il faut une politique de tests qui s'accompagne d'une vraie prise en charge et d'un isolement des personnes positives ou cas contact.

Il suffit aussi de regarder comment ont géré cette crise des pays d'Asie, la Nouvelle Zélande, ou encore la province indienne du Kerala, dirigée par le Parti communiste indien, avec ses 60 millions d'habitants.

Cela pose évidemment la question d'une véritable démocratie sanitaire et plus largement de sortir de cet étai de décisions prises par un exécutif isolé, sans débat, sans construction partagée avec les forces vives du pays : Parlement, bien sûr, mais aussi forces syndicales et politiques, acteurs économiques, associatifs, culturels, sans oublier les élus locaux.

Nous pouvons aussi relancer la campagne sur la gratuité du masque, devenue plus incontournable encore dès lors que des millions de salariés, d'écouliers, de collégiens, de lycéens sont obligés de le porter.

Et je pense évidemment à la reconquête et au renforcement des moyens de l'hôpital public, encore affaibli durant la pandémie, tant en nombre de lits qu'en matière de moyens humains. Là aussi, la pétition, les affiches « De l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital » doivent être toujours utilisées pour parler avec nos concitoyens de cette crise.

*

J'ai évoqué la colère populaire et les risques d'aventures politiques dramatiques qu'elle peut induire, si nous ne la nourrissons pas d'un contenu progressiste, d'un contenu radicalement transformateur.

Ceci suppose d'affronter la formidable bataille idéologique en cours, qui vise à épargner la responsabilité du capital et des dirigeants actuels dans cette crise.

Depuis le premier discours de Macron lors du confinement du printemps dernier et ses promesses de « jours meilleurs », voyant alors dans cette crise inédite « une chance pour nous réinventer et [lui] le premier », force est de constater que tant dans la gestion des crises sanitaire et économique que dans l'exercice du pouvoir, ce sont bien les vieilles recettes libérales et autoritaires qui se sont développées.

Cette fuite en avant trouve également des traductions concrètes dans le projet de loi de finances pour 2021, comme dans le prétendu plan de relance, qui vise bien davantage à relancer les profits qu'à sécuriser l'emploi, protéger les TPE et PME des conséquences de la pandémie ou lutter contre la pauvreté.

Pour ne citer que cet exemple, sur les 100 milliards du mal nommé « plan de relance », il y a encore un cadeau pour les grandes entreprises avec les 20 milliards de suppression des impôts de production.

Le gouvernement présente cette aide en disant que toutes les entreprises vont en bénéficier. Outre le rôle utile de cet impôt, son apport pour les collectivités, la réalité c'est que 13 milliards sur les 20 milliards profiteront à 9 200 grandes entreprises et ETI et 7 milliards de crédits d'impôts bénéficieront aux 560 000 PME et TPE. Tout pour les gros, des miettes pour les petits !

De plus, aucune garantie, aucune condition n'accompagne ce dispositif. Tous nos amendements dans ce sens ont été rejetés. Cela veut dire que :

- Total, qui verse 6,9 milliards de dividendes ;
- Sanofi, 3,9 milliards ;
- Thalès, 130 millions ;

ou encore

- Bridgestone, qui ferme son site en 2022 ;

tous bénéficieront de ce nouveau cadeau en 2021.

Loin de surmonter la crise économique et sociale, toutes les décisions prises par le gouvernement alimentent, à coups de milliards d'euros, l'infamale machine à profits et à dividendes, avec son pendant en matière d'emploi et de production.

Malgré des sommes considérables d'argent public, européen et national, déversées pour l'essentiel aux grands groupes industriels et financiers, et bien que les sociétés du CAC 40 prévoient 30 milliards de dividendes à leurs actionnaires cette année, se succèdent par dizaines les plans de suppressions d'emplois, d'activités productives, de démantèlement de filières entières, à l'image de l'aérien ou de l'automobile.

Pour les travailleurs, la menace du chômage, de la précarisation voire de la pauvreté, la pression idéologique est souvent terrible et peut conduire à la résignation, y compris pour accepter des accords de performance portant atteinte à leurs salaires, à leur temps de travail et plus généralement à leurs conditions de travail.

Oui, la violence de la crise économique ne nourrit pas naturellement, nous le savons, la conscience de classe et l'esprit de combat face au patronat, si nous n'y opposons pas un projet et des propositions crédibles et en rupture totale avec les vieilles recettes libérales.

Prenons alors appui sur une question que se posent de plus en plus de nos concitoyen·ne·s : qui doit décider de l'utilisation de ces sommes colossales et à quelles fins doivent elles servir ?

N'y a-t-il pas d'autre voie que la concurrence permanente entre les salariés, que la guerre économique toujours plus mortifère, que la course aux profits alors que tant de besoins ne sont pas satisfaits dans la société, que la pauvreté explose, que les services publics sont parfois à l'agonie, que les salariés aspirent à voir leur travail retrouver du sens et que l'urgence climatique n'a jamais été aussi prégnante ?

J'ai amené cette discussion à chaque fois lors des 35 rencontres que j'ai eues avec des syndicats et des salariés, issus d'entreprises rencontrées ces deux derniers mois.

De Verallia à Greed et General Electric, de Bridgestone dans le Pas-de-Calais à Jtekt dans le Rhône, en passant par les salariés de Renault, de la Fonderie du Poitou, de Hop, d'Airbus, de Vallourec ou celles de la Caisse d'Épargne en bagarre pour une véritable égalité professionnelle femmes-hommes, partout ces questions émergent des luttes engagées, parfois massivement par les salariés avec leurs organisations syndicales, au premier rang desquelles la CGT.

J'aimerais d'ailleurs pouvoir vous rendre compte de toutes ces rencontres pour faire émerger les points communs, les logiques capitalistes et montrer comment ce gouvernement encourage encore les délocalisations, la désindustrialisation du pays, avec l'aide de la BCE, avec l'argent public et à l'inverse de tous ses discours.

J'ai d'ailleurs repris, lors de mon dernier déplacement à Villeurbanne dans le Rhône, la proposition d'organiser des Assises de l'énergie, pour la maîtrise publique de la filière de l'énergie, proposée par les camarades de Belfort, par la CGT de General Electric, comme ceux d'EDF !

Tout cela conforte les décisions prises par notre CN, début septembre, pour que nous menions, partout et à toutes les échelles, la bataille pour sécuriser l'emploi et la formation et pour la reconquête industrielle, en France comme en Europe, sur le contrôle de l'argent et de nos moyens de production, pour nos services publics.

Tout cela a été au cœur de la mobilisation lancée les 9 et 10 octobre derniers. Ce fut un succès.

Les communistes se sont mobilisés dans toute la France, en étant présents sur 103 villes ou sites , dans 65 départements.

Ne sous-estimons pas ce que nous avons fait durant cette période, en pleine pandémie. Peu de partis sont capables de tenir une telle mobilisation. Et nous sommes le seul à y mettre ces contenus.

Dans certains endroits, comme dans l'Aube qui compte 300 adhérents, les communistes se sont rassemblés à quelques dizaines et ont pu mettre en débat ces questions avec le préfet lui-même. C'est la première fois qu'ils sont reçu par le représentant de l'État en personne, depuis des années.

Dans d'autres, ils ont interpellé les directions de services publics, comme à Paris avec l'hôpital, ou de boîtes privées, pour montrer que les richesses existaient pour sécuriser l'emploi, augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail, dans le privé comme dans le public.

Partout ou presque, la presse régionale a fait écho à ces mobilisations.

Tout cela donne confiance aux militants, à notre organisation.

Cette bataille est essentielle alors que nous ne sommes qu'au début d'une crise qui va s'avérer plus dévastatrice encore dans les prochains mois.

Essentielle pour la jeunesse notamment, première victime de cette double crise sanitaire et économique. Tournons-nous résolument vers elle, avec notre mouvement de jeunesse, et en lien avec les organisations syndicales, en travaillant à des plans d'embauches, de pré-recrutements, de formations dans une multitude d'entreprises publiques et privées.

Les conditions sanitaires imposent évidemment des actes militants adaptés. Mais elles n'empêchent pas une intervention communiste déterminée et de haut niveau.

C'est évidemment indispensable pour faire gagner des luttes, obtenir des reculs du patronat et du gouvernement.

Mais c'est aussi une condition pour que les salariés, dans toutes leurs composantes, renouent avec l'utilité de l'acte politique, alors même qu'élection après élection, nous déplorons un recul de la confiance en la capacité de la politique à changer radicalement les choses.

Cher·e·s camarades,

Les semaines qui viennent vont être décisives, tant du point de vue de la bataille idéologique à mener dans le pays que des initiatives politiques à faire grandir pour donner une issue de progrès à la colère populaire qui grandit.

Dans un contexte de confinement, même partiel, l'intervention communiste va s'avérer une fois encore plus complexe à mettre en œuvre.

Complexe, oui, mais pas impossible, si nous mobilisons ce qui fait la force première de notre parti, je veux parler des adhérents.

Cela passe d'abord par un effort de toutes nos directions pour renforcer les contacts et le dialogue avec ces milliers de camarades, confrontés eux aussi aux conséquences des crises que nous vivons, tant du point de vue idéologique que d'un point de vue matériel.

Nous avons besoin d'aller les voir, de prendre de leurs nouvelles, de leur apporter aide et soutien quand c'est nécessaire. C'est aussi notre famille.

Prenons le temps de les voir, de les contacter, un à un, pour manifester notre solidarité, pour discuter avec tous de la situation politique dans le pays et dans le monde.

Ils sont eux aussi, en réalité, les premiers de cordée de la bataille idéologique et politique que nous devons mener.

Avec eux, nous pouvons décider aussi de renouer avec les chaînes de solidarité que certaines de nos sections, comme à Villejuif, avaient mises en place lors du 1^{er} confinement, pour aider à des distributions alimentaires et débattre d'un véritable plan de lutte contre la pauvreté.

Nos adhérents sont confrontés aux mêmes angoisses, aux mêmes colères, que l'ensemble de nos concitoyens. Alors, prenons la décision d'avoir un contact physique ou téléphonique avec chacun d'entre eux d'ici la fin de l'année. Je proposerai une cellule de suivi de ce travail au niveau national pour faire le point régulièrement.

Ce sera aussi l'occasion de mieux sentir, de mieux apprécier l'état de nos adhérents, l'impact des médias et des réseaux sociaux sur leur réflexion.

Ce sera, surtout aussi, l'occasion de cultiver cet espoir et cette solidarité qui sont au cœur de notre engagement communiste.